



décide d'adopter cet avis motivé de la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural ayant la teneur suivante:

## Considérations générales

La proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (ci-après «le Feader») a été renvoyée à la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural aux fins d'un contrôle du respect des principes de subsidiarité et de proportionnalité dans le sens de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne. Le délai de huit semaines accordé à ce contrôle s'écoule le 15 décembre 2011.

Cette proposition de règlement fait partie du paquet législatif définissant le cadre légal de la Politique agricole commune (ci-après «la PAC») pour la période 2014-2020. Elle se distingue pourtant par le fait qu'elle est à considérer dans le contexte d'une proposition de règlement à caractère général qui établit des règles communes pour l'ensemble des fonds de cohésion européens (COM(2011) 615).

La politique de développement rural conserve ses objectifs stratégiques à long terme, à savoir contribuer à la compétitivité de l'agriculture, à la gestion durable des ressources naturelles, à la lutte contre le changement climatique et au développement territorial équilibré des zones rurales. Cette politique devrait intervenir de manière coordonnée et complémentaire avec le premier pilier de la Politique agricole commune.

Conformément à la stratégie Europe 2020, les grands objectifs de l'aide au développement rural pour la période 2014-2020 sont détaillés suivant les six priorités afférentes de l'Union européenne.

Foncièrement nouveau, par contre, est l'ambition de faire intervenir cette politique de développement rural, financée par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) et qui agit dans les États membres par l'intermédiaire des programmes de développement rural, de manière coordonnée également avec les autres fonds de l'Union européenne et ceci en particulier avec le Fonds européen de développement régional (FEDER), le Fonds social européen (FSE), le Fonds de cohésion et le Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP). Les fonds sont placés dans un Cadre stratégique commun (CSC) au niveau de l'UE, lequel sera transposé dans des contrats de partenariat au niveau national, avec les règles et objectifs communs relatifs à leur fonctionnement. C'est cet aspect-là qui a plus particulièrement interpellé la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural.

## Examen de la compatibilité de la proposition de règlement avec les principes de subsidiarité et de proportionnalité

La Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural rappelle que la politique de développement rural fait partie intégrante de la PAC et accompagne et complète les paiements directs et les mesures de soutien au marché et contribue ainsi à la réalisation des objectifs de la dite politique énoncés dans le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne.

En raison de ce fait, la programmation commune envisagée des fonds structurels de l'Union européenne suscite de vives préoccupations auprès de la commission parlementaire.

En effet, le Programme de développement rural (ci-après «le PDR»), qui est à réaliser en vue du soutien par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) pour la période 2014-2020, est soumis à l'approbation de la Commission européenne et ce programme constituera la base juridique de la loi concernant le soutien au développement rural indispensable pour la mise en œuvre du PDR. Par le passé, cette phase d'approbation a bel et bien duré six mois. La nouvelle démarche conjointe avec les autres fonds européens, non soumis à cette même contrainte de temps, va sans aucun doute considérablement prolonger cette procédure. La commission parlementaire déplore donc vivement non seulement l'absence d'une réduction de la charge administrative dans le sens d'une simplification et d'une accélération de la procédure d'approbation des PDR, mais se prononce contre cette étape commune de programmation supplémentaire laquelle constitue le contrat de partenariat.

De surcroît, la charge administrative supplémentaire liée non seulement à l'approbation des différents programmes en relation avec la programmation commune avec les autres fonds structurels souhaitée par la Commission européenne, mais également à leur monitoring et leur évaluation, pose pour un État de la taille du Luxembourg de réels problèmes organisationnels au niveau de son

administration sans apporter de véritable plus-value compte tenu de la petite envergure de ces programmes au Luxembourg.

Partant, la Commission de l'Agriculture, de la Viticulture et du Développement rural insiste à ce que l'occasion que représente cette proposition soit saisie afin de progresser vers une réelle proportionnalité entre les efforts de programmation, de monitoring ou d'évaluation et de leur coût par rapport à l'envergure des mesures. Il est impératif d'alléger l'architecture générale de l'évaluation, de donner aux États membres la flexibilité requise et de définir des indicateurs simples et efficaces.

En ce qui concerne la gestion et le contrôle, il devrait davantage être tenu compte de l'expérience antérieure et des résultats obtenus des États membres. Au Luxembourg cette longue et bonne expérience dans le domaine de la gestion et des contrôles permet de qualifier son système de fiable et à faible risque financier.

Dans ce même ordre d'idées, la commission parlementaire voit d'un œil critique le concept de la conditionnalité des aides, basée notamment sur une analyse ex ante qui, dans la volonté de mieux cibler les mesures en fonction des objectifs globaux, risque d'affecter lourdement le processus décisionnel et de retarder la mise en place de la programmation. Il importe donc de limiter l'évaluation des conditions ex ante aux seules conditions ayant un lien direct avec la politique de développement rural.

La commission parlementaire s'interroge également sur la nécessité de créer un prix de la coopération locale innovante dans les zones rurales au niveau européen (article 56). Même si un tel prix semble intéressant au niveau national, les charges administratives sont disproportionnées par rapport aux montants en jeu. L'organisation de ce prix n'apporte pas de plus-value réelle.

Il en est de même avec la «réserve de performance» proposée. Cette réserve sera constituée de 5% des ressources allouées à chaque fonds relevant du Cadre stratégique commun et proportionnellement à chaque État membre en fonction de la part qu'il reçoit du montant total du soutien du Feader. Il est prévu de faire bénéficier les États membres de cette réserve seulement suite à un examen des performances réalisées. La commission parlementaire doute fermement de l'utilité de cet examen supplémentaire et, en vertu du principe de simplification, demande que cette réserve soit supprimée.

En aucun cas la commission parlementaire ne peut donc partager l'affirmation de la Commission européenne que le présent règlement soit conforme au principe de proportionnalité énoncé à l'article 5, paragraphe 4 du Traité sur l'Union européenne. Dans sa teneur actuelle, cette proposition de règlement excède manifestement ce qui est nécessaire pour atteindre son objectif.

De manière générale cette proposition ne tient pas suffisamment compte des États membres et régions avec des budgets très limités ou des programmes de développement rural réduits. La proposition devrait impérativement prévoir, à tous les niveaux, des dispositions de simplification substantielle pour des programmes de développement rural n'étant dotés que d'une enveloppe budgétaire relativement réduite afin d'assurer une gestion efficace et efficiente qui soit en rapport avec l'envergure de ces programmes.

Un autre élément clé pour le Luxembourg est la question de la délimitation des zones défavorisées. La commission parlementaire note qu'à ce stade la liste des critères proposés et leur articulation ne sont pas satisfaisantes puisqu'elles ne prennent pas correctement en compte tous les handicaps auxquels les agriculteurs doivent faire face. De surcroît, la Commission européenne souhaite imposer aux États membres la réalisation d'une sorte de «fine-tuning», lorsqu'ils délimitent pareilles zones: «(...) les États membres procèdent à un exercice d'affinement basé sur des critères objectifs, afin d'exclure les zones dans lesquelles des contraintes naturelles importantes, au sens du premier alinéa, ont été documentées, mais ont été surmontées par des investissements ou par l'activité économique.» (article 33, paragraphe 3, deuxième alinéa). La commission parlementaire considère cette nouvelle obligation comme contraire aux principes de l'article 5 du Traité sur l'Union européenne: juger de l'opportunité de la réalisation d'un tel examen détaillé devrait être laissé au libre choix des États membres.

## Conclusion

Dans sa teneur actuelle, la proposition de règlement du Parlement européen et du Conseil relatif au soutien au développement rural par le Fonds européen agricole pour le développement rural (Feader) est, en ce qui concerne les points ci-avant exposés, en contradiction avec l'article 5 du Traité sur l'Union européenne.

(s.) Roger Negri, Fernand Boden, Lucien Clement, Jean Colombara, Fernand Etgen.

E Vote sans débat gëtt virgeschloen. Ass d'Chamber domadder averstanen?

## (Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

## Vote sur la résolution

Wie mat dëser Resolutioun d'accord ass, ass gebieden, d'Hand ze hiewen.

Och dës Resolutioun wär domadder à l'unanimité ugeholl an och deen Avis géif ech un déi zoustänneg europäesch Instanze weiterleeden.

Mir kommen dann elo zum Projet de loi 6362 iwwert d'Reorganisatioun vun der Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an der Fondatioun Pensis. D'Riedezäit ass nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: d'Madame Polfer, den Här Angel, den Här Adam an den Här Kartheiser. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Martine Mergen. Madame Mergen, Dir hutt d'Wuert.

## 7. 6362 - Projet de loi portant réorganisation de l'établissement public nommé «Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte» et de la Fondation Henri Pensis

### Rapport de la Commission de la Culture

► **Mme Martine Mergen** (CSV), rapportrice. - Merci, Här President. Dir Dammen an Dir Härren, mir sollten a wäerten hoffentlech haut mat dësem Gesetzestext zwou vun deene prestigieüsten Institutionen, déi mer um kulturelle Gebitt zu Lëtzebuerg hunn, zesummebréngen, fusionéieren, oder sollt ee soe bestueden? Mir hunn op där enger Säit den OPL, dee mer fréier als RTL-Orchester kannt hunn an dee vill vun ons, mech jiddefalls, fir d'Éischt a Kontakt bruecht huet mat klassescher Musek. Et war schonn am Lycée mat de „Jeunesses Musicales“ an duerno an de Concerten am Stater Theater. Un den Här Pensis selwer, deen der Orchesterfondatioun säin Numm ginn huet, kann ech mech zwar net méi erënneren, mä dofir awer besonnesch un de Louis de Froment an de Leopold Hager.

Mat all senge Chefen huet dësen traditionsräichen Orchester et iwwer Joren a Jorzéngte fäerdegbruecht - a mécht dat iwwegens och viru mat sengem Chef Emmanuel Krivine -, duerch eng héich Qualitéit vu senge Prestatiounen a besonnesch duerch seng villfältig a spannend Museksprogrammen ze iwwerzeegen, heiheem an am Ausland.

1996 ass dunn aus dem RTL-Orchester den OPL, de philharmoneschen Orchester vu Lëtzebuerg ginn. Dat duerch eng voluntaristesche Décisioun vun der deemoleger Regierung, net zouzeloossen, dass dës Musekstraditioun dem Land sollt verluer goen, wéi RTL duerch déi déizäiteg Bouleversementer an der Mediälandschaft sech net méi amstand gesinn huet, den Orchester weider um Liewen ze erhalen. Och d'Stad Lëtzebuerg huet sech deemools bereet erkläert, en net onwesentleche finanzielle Bäitrag ze leeschten, a mécht dat bis haut.

D'Fondatioun krut den Numm vum Henri Pensis, dem éischten Dirigent vum Orchester, engem Pafendaller Jong, Komponist a Violonist, deen 1940 an Amerika emigréiert ass, fir do seng musikalesch Carrière fortzusetzen.

2005 ass dunn d'Philharmonie opgaangen - et muss ee richtig soen: d'Salle de concerts Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte -, ënnert der Form vun engem Etablissement public kreeiert; a vill vun lech heibannen hunn nach d'Kreditter matgestëmmt, déi et erlaabt hunn, dësen architektonesche Bijou op de Kierchbiertog ze setzen.

Ouni am Detail wëllen op de Bau anzegoen, muss een awer hei soen, dass dee grouesse Sall mat senger aussergewöhnlech gudder Akustik an awer och den Inhalter, dem Programm - deem also, wat den Direkter Naske mat senger Équipe draus gemaach huet -, wäit iwwert d'Grenzen ewech en Unzéiungspunkt fir Museksamateuren aus dem Land, aus der Groussregioun a vun der ganzer Welt ginn ass. 400 Concerten am Joer, dat ass eng Leeschtung, déi d'Philharmonie an de Spektrum vun de grouesse Concertssäll an Europa setzt. Dat ware mer och hei net esou gewinnt!

Den Här Naske huet eng Anekdote erzielt aus senger Ufankszäit, wéi e Mann e gefrot huet, wéi een Dag an der Woch dann elo e Concert an deem Sall wier. Et konnt kee sech virstellen, dass dat sollt all Dag sinn. Also, wéi gesot, e Meilesteen am Lëtzeburger Kulturliwen! An no net emol zéng Joer gi mer haut an d'Philharmonie, wéi mer an de Kino ginn oder op d'Place d'Armes een huelen. D'Musekswelt huet hir Entrée zu Lëtzebuerg fonnt.

Dat sinn also déi zwéi Partner, déi et géllt, méi no zesummenzebréngen, well obwuel den OPL deen Hausorchester war an d'Philharmonie säin Doheim, ass viles net harmonesch zesummen, mä parallel an heiansdo dissonant gelaf.

Et war e Besoin, d'Potenzialitéite vum Orchester besser auszenotzen an him nach weider Fortschreitter an der Qualitéit ze erlaben, awer och der Philharmonie, dass si hir Programmation an d'Villfältgeket vum der Offer kéint ausbauen an de Leit vum OPL beschtméiglech Aarbechtskonditionnen kéint erméiglechen. Schliesslech goung et och drëm, duerch Synergien a Rationaliséieren d'Explosioun vun de Käschten anzédammen. Domadder wëll ech net soen, dass dat Ganz esou méi bëleg wäert ginn - dat gëtt et am Kulturliwen eigentlech néierens -, mä dass d'Käschten an Zukunft sollten e bësse méi lues klammen.

D'Kulturministerin huet dofir zwéi Experte beméit, den Här Sanders, fréieren Direkter vum Concertgebouw zu Amsterdam, an den Här Bayle, Direkter vun der Cité de la musique an der Salle Pleyel zu Paräis, déi eng Rei vu Propositionen gemaach hunn, fir déi zwou Institutionen an enger gemeinsamer neier juristescher Struktur zesummenzeféieren an esou déi besser Kollaboratioun ze erlaben. D'Potenzialitéite vun deenen zwéi Partner ginn do duercher vill méi grouss. Si kënnen sech zesumme weiterentwéckelen.

D'Virbereedungsarbechten zum Projet, dee mer haut wäerte stëmmen, waren net einfach. Fir se duerchzeféieren ass e Groupe d'accompagnement ënnert dem Direkter gegrennt ginn. Fir d'Éischt hu missen d'Négociatiounen gefouert ginn, fir déi zwéi Kollektivverträge, déi ganz ënnerschiddlecher Natur waren, duerch en neie gemeinsame Kollektivvertrag ze ersetzen. Dës Négociatiounen goufen elo am Juni 2011 mat Erfolleg ofgeschloss an et gouf en neie Kollektivvertrag ënnerschriwwen fir d'Personnel vun der Philharmonie a fir déi 98 Museker an och dat aner Personal vum Orchester. Dëse Kollektivvertrag trëtt, wa mer dat Gesetz hei stëmmen, den 1. Januar 2012 a Kraaft.

An de leschte Méint ass dunn nach deen interner Fonctionnement an den Organigramm ausgeschafft ginn, och dëse Punkt essenziell, fir double Emploien ze verhënneren a Synergien ze schafen. Ënnert dem Generaldirekter soll et sechs grouss Divisiounen ginn: den Orchester mat sengem Chef a sengem Direkter Stefan Rosu, eng artistesch Divisioun, eng administrativ Divisioun, eng fir Kommunikatioun a Marketing, fir d'Ressourcen humaines an eng technesch. Och dës Schrétt ass gemaach. De Règlement de travail steet a kann och den 1. Januar a Kraaft trieden.

Schliesslech war et dunn och nach un ons, fir e bëssen dozou bäizedroen. D'Kulturkommission ass de 24. Juni fir d'Éischt vun der Madame Minister Modert iwwert d'Expertise au courant gesat ginn an och iwwert de weidere Verlaf vun der Fusiounsprozedur. Den 9. November ass dës Projet de loi deponéiert ginn. De 14. November ass de Projet fir d'Éischt ënnert d'Lupp geholl ginn an onser Kommission. Den 1. Dezember sinn ech Rapporteur genannt ginn. De 6. Dezember ass den Avis vum Statsrot komm an den 8. Dezember hu mer dësen Avis ënnersicht a mir hunn de Rapport, dës Rapport ugeholl.

Dir héiert, et huet misse séier goen, fir dass mer haut d'Gesetz kéinten op den Ordre du jour huelen. Ech wollt dofir och alle Kolleegen aus der Kulturkommission, onser Sekretärin, der Madame Closener, an onsem Kollaborateur, dem Här Hurt, Merci soen, dass si dat Spill esou séier matgemaach hunn. Well nëmmen esou kënnen d'Reorganisatioun an de Kollektivvertrag den 1. Januar a Kraaft trieden.

Ech wëilt nach just op e puer Punkten agoen. Den Detail vun den Diskussiounen an der Kommission fannt Der fir de Rescht am schriftleche Rapport.

Mir haten de 14. November an der Kommission eng länger Diskussioun iwwert den Numm vum Etablissement public, dee jo elo heescht: „Salle de concerts Grand-Duchesse Joséphine-Charlotte“. Verschidde Memberen, eigentlech aus alle Parteien, hunn et komesch fonnt, dass den Etablissement, also d'Gebai an den Orchester sollten „Salle“ genannt ginn. A well sech an der Émangsprouch den Numm „Philharmonie“ entre-temps bei ons hei duergesat huet, ass d'Proposition gemaach ginn, et sollt een den Etablissement public einfach „Philharmonie du Luxembourg“ nennen.

Wann een dat gemaach hätt, hätt ee kënnen déi zwéi Concertssäll, déi nach keen Numm hunn, d'„Salle Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte“ an dee klengen „Salle Henri Pensis“ nennen. Esou hätt een an engem kënnen dësen Numm, also vum Henri Pensis, récupéieren, deen elo de Moment verluer geet. Dat hätt awer en Amendement erfuerdert, an dofir war einfach d'Zäit net do. D'Madame Minister huet och bemierkt, dass den Numm vun der Fondatioun weineleng genannt gëtt, dass effektiv dat Ganz wuel souwisou schonn d'„Philharmonie“ ass a wäert bliwen.





Et gëtt iwwregens nëmmen ee Beispill an Europa, wou e Concertssall an en Orchester op eng ähnlech Aart a Weis zesumme funktionéieren, an dat ass d'Kinneklecht Konzerthaus vu Stockholm.

D'Kommissioun huet sech den Argumenter vun der Madame Modert ralliéiert. Mir géifen awer wëllen haut deem neie Conseil d'administration d'Iddi mat op de Wee ginn, effektiv deenen zwee Säll en Numm ze ginn, se ze deefen. Da géifen déi zwee mat dem Orchester an dem Haus verbonnen Nimm, dee vun der Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte an dee vum Orchester sengem éischten Dirigent, méi lieweg erhale bleiwen.

Wat den Avis vum Statsrot ugeet, sou gëtt et och hei verschidde Bemierkungen ze maachen. Am éischten Artikel proposéiert hien, d'Referenzen op déi al Gesetzter aus dem Text ze huelen, well si jo duerch dat hei abrogéiert géife ginn, grad wéi den zweeten Alinéa ewechzeloossen, deem iwwert d'Reprise vum Personal vun der Fondation Henri Pensis, well am Artikel 9 vum Gesetz d'Gesamtheit vun de Rechter an Obligatione vun der Fondation un déi nei Entitéit geet. D'Kommissioun huet dës Proposition vum Statsrot iwwerholl.

Iwwert den zweeten Artikel huet de Statsrot sech eng Rei Froe gestallt. E war musikalesch inspiréiert. En huet sech iwwert d'Differenz vun der Tonalitéit vun deenen zwee Tituren am éischten Alinéa Froe gestallt. An deem ginn d'Missionne vun deem neien Etablissement définiert. En huet awer keng aner Formulierung proposéiert. D'Kommissioun huet den Text, esou wéi e war, kloer genuch fonnt an och keng nei Formulierung proposéiert.

Si huet den Term „distribuer“ deem vum Statsrot proposéierten „commercialiser“ virgezunn, wat déi Produiten, Gadgets, Kalenieren, Bléck, Bicen, jee, all déi Souveniren ubelaangt, déi d'Philharmonie wäert ënnert d'Leit bréngen, sou wéi all déi grouss Haiser an Europa dat an hire Shope maachen.

Am drëtten Artikel, wou et ëm d'Zesummesetzung an d'Organisation vum Conseil d'administration geet, do proposéiert de Statsrot, dass een d'Detailer vun der Nomination vun deenen dräi Memberen, déi de Kulturminister benennt, sollt ewechloossen. D'Kommissioun iwwerhëlt hei de Statsrot. Si hëlt och Note vun deenen anere Remarquë vum Statsrot zum selwechten Artikel.

Am véierten Artikel iwwerhëlt d'Kommissioun d'Proposition de texte vum Statsrot, wou et ëm déi Décisionne geet, déi de Conseil d'administration kann eleng huelen, respektiv nom Accord vu sengem Ministre de tutelle.

De fënneften Artikel beschreift dann d'Relation tëscht dem Conseil d'administration, der Direction général an dem Personal; keng Remarques heizou vum Statsrot.

De sechsten Artikel geet iwwert déi méiglech Ressourcen, op déi deen neien Etablissement public zrëckgräife kann. Hei gëtt et par rapport zum alen Text e puer Prezisionen, wat d'Editioun, d'Produktioun an d'Distributioun vun de Spektakelen, mä och vun den audiovisuellen Derivaten dovun ubelaangt, an dann déi virdru schonn ernimmte Broschüren, Bicen, Kaarten, Kalenieren, Bicher.

Nei sinn och an dësem Kapitel d'Zënsen an d'Revenuen aus dem Patrimoine vum Etablissement. Dat war fir d'Fondation Henri Pensis esou virgesinn a gëtt vun där neier Entitéit iwwerholl. Dës Fonge mussen nach transféréiert ginn an eng Statutenännerung vun der Fondation an dësem Sënn ass an der Maach.

Op Proposition vum Statsrot huet d'Kommissioun dann och aus dem Introductiounssatz den Term „notamment“ erausgeholl, dee keen normative Wäert huet.

Zum siwenten Artikel iwwert d'Kontroll vun de Konte vum Etablissement public huet de Statsrot keng Bemierkung. Mä dem Institut des réviseurs d'entreprises war a sengem Avis opgefall, dass d'Referenz op d'Gesetz iwwer hire Beruf vum 28. Juni 1984 falsch ass, well dëst Gesetz mëttlerweile ersat ass duerch en neit Gesetz vum 18. Dezember 2009. Mir hunn dat als Erreur matérielle ugesinn, et also ersat, an de Chamberspräsident huet dem President vum Statsrot an dësem Sënn e Brëf geschriwwen de 7. Dezember. Mir kënnen also dovun ausgoen, dass dat esou seng Uerdnung huet.

Am aachte Kapitel iwwert d'Dispositions fiscales setzt de Statsrot en „modifiée“ zum Referenzgesetz vum 4. Dezember 1967. Och dat iwwerhëlt d'Kulturkommissioun.

Wat den néngten Artikel ubelaangt, huet de Statsrot fonnt - an deem geet et iwwert d'Disposition vum der Fondation Henri Pensis -, do huet de Statsrot fonnt, dass..., do gouf et eng länger Diskussioun en fait. De Statsrot seet, et wier net un der Regierung, eng Fondation opzeléisen, mä si misst no deenen an hiren

eegene Statute virgesinnene Regeln an no den Dispositione vum aschläge Gesetz iwwert d'Associatiounen an d'A.s.b.l.en opgeléist ginn. Hie mécht awer och hei keen Textvorschlag.

D'Kommissioun war der Meenung, dass, vu dass d'Regierung deemools iwwer Gesetz d'Erlaabis krut, déi Fondation ze grënnen, si och misst kënnen eng Autorisation per Gesetz kréien, se erëm opzeléisen. Dat respektéiert de Parallélisme des formes. Et gouf hir och verséichert - also der Kommissioun -, dass dës Disposition an enker Zesummenaarbecht mat dem Justizministère soll erfollegen a selbstverständlech och no de Regele vum genannte Gesetz. D'Kulturkommissioun hält deemno deen initialen Text bäi.

Dat zéngt Kapitel abrogéiert déi al Texter iwwert déi respektiv Fonctionnement vum OPL a vun der Philharmonie a kritt keng Remarque vum Statsrot, grad wéi den eeleften Artikel, deen den Datum vum 1. Januar 2012 fixéiert fir d'Akraafttriede vum neie Kollektivvertrag fir déi zwou Belegschaften - enfin, dat ass jo dann eng Belegschaft.

Här President, Dir Dammen an Dir Hären, ech hunn elo d'Aarbechte vun der Kommissioun e bësse méi am Detail beschriwwen, fir ze weisen, dass een eng seriö Aarbecht och a kuerzer Zäit ka maachen, a wëll nach eemol de Membere vun der Kulturkommissioun fir hir Flexibilität am Timing an hiert Engagement Merci soen, dass dat konnt esou iwwert d'Bühn goen.

An den Ae vun onser CSV-Fraktioun ass dëst Gesetz wichteg. Et huet eng eminent kulturell Relevanz fir onst Land, gradesou wéi déi Institutionen, déi mer zesummeleeën. Wa mer et also haut stëmmen, hu mir onse Bäitrag geleescht, dass Philharmonie an OPL an Zukunft an enker Synergie sech kënnen besser virunentwëckelen, dass si déi kulturell Institution vun der Groussregioun kënnen ginn, dass si sech nach méi oft kënnen zum charmante Botschafter vun onsem Land am Ausland maachen.

D'Aarbecht vun der administrativer an artistescher Belegschaft an enger eenzeger Equipe ënnert dem Generaldirekter, dem Matthias Naske, ass net ofgeschloss, mä kann elo emol richtig lassgoen. Ech géif hinne wëlle wënschen, dass si vill a grouss Erfolleger kënnen zesumme feieren.

Ech bréngen dann och nach hei den Accord vun onser Fraktioun a soen lech Merci fir d'No-lauchteren.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Rapporteuse. Als éischt Riednerin ass déi honorabel Madame Lydie Polfer agedroen. Madame Polfer, Dir hutt d'Wuert.

## Discussion générale

► **Mme Lydie Polfer (DP).** - Här President, Dir Dammen an Dir Hären, erlaabt mer fir d'Aleréisch, der Madame Rapporteur vun dësem Gesetz Merci ze soen. Si huet, wéi se et lech jo elo just och scho gesot huet, an enger kierzter Zäit eis duerch dee Projet de loi, deen d'Madame Minister eis viru gutt engem Mount virgeluecht huet, gefouert - e bësse méi wéi e Mount -, a mir hunn zesummen an, ech mengen, och an enger bal grousser Unanimité dee Projet de loi gekuckt. Duerfir kënnen mer haut och zesummen doriwwer diskutéieren an hoffentlech eben herno och all zesummen ofstëmmen.

Jo, et geet hei ëm d'Fusioun vun zwou vun eise wichtigste kulturellen Institutionen. Déi eng, eng ganz al schonn, ass den Orchester, dee mer haut den Orchestre philharmonique vu Lëtzebuerg nennen, deen awer zrëckgeet op den RTL-Orchester, deen elo 78 Joer dësem Land an de Leit aus dësem Land an iwwert d'Grenzen eraus wierklech e ganz wichtige Ambassadeur war an deen, wéi d'Madame Mergen et och gesot huet, eis an eiser Jugend wierklech an d'klassesch Musek ageféiert huet.

Eng Destinée, déi viru 15 Joer aneschters ginn ass, wéi eben am Kader vun der Renégociation vun der Konzessioun vun RTL deen Orchester net méi den RTL-Orchester war, mä eriwier komm ass an d'Responsabilitéit vum Stat, awer nach eng ganz Zäit an der Villa Louvigny doheem war. Dat ass déi éischt wichteg an al Institution, a mir si ganz frou, datt mer och haut eben nach kënnen stolz op den OPL sinn, haut ënnert der Direktioun vum Emmanuel Krivine.

2005 ass dunn en neie Moment komm. 2005 konnte mer nämlech d'Philharmonie de 26. Juni zesummen aweien. Leider war d'Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte net méi derbäi, fir dëst wonnerbart Gebai ze inauguréieren, dat Gebai, wat hiren Numm dréit - si huet eis leider um Ufank vun deem nämlechte Joer verlooss -, déi Philharmonie, op déi mer alleguer effektiv ganz hougeng sinn, net nëmmen, well et e wonnerbart Gebai ass, wat den Här de Portzamparc gebaut huet, mä och weinst deem, wat an

deene sechs Joer den Här Naske mat senger ganzer Equipe do fäerdegruecht huet.

Et ass wierklech dee Sall, deen international eng formidabel Renommée an där kuerzer Zäit sech konnt maachen, wou déi prestigiéisten Orchestere gespilt hunn, Museker, Solisten. A mir kënnen do nëmmen den Hutt ofdi virun deem, wat do geleescht ginn ass.

Haut also solle mer déi zwee méi no beieneebréngen. Wéi steet et am Projet de loi? Am Projet de loi, do steet, ech zitieren, datt de But wier: «une meilleure recherche de complémentarité et de niches». Et kann een net vill dozou bäifügen. Et geet effektiv drëm, duerch eng besser Koordinatioun, eng besser Exploitation vun all deene Potenzialitéiten, déi an dem Haus an an deem Orchester sinn, méi a Besseres ze erreeche fir se allen zwee, a wéi et haut och an engem Artikel steet, dat kann nëmmen deenen zwee vun Notze sinn. Dat kann deenen zwee nëmmen hëllefen, sief dat um Niveau vum Marketing, sief dat um Niveau vun der Kommunikatioun, sief dat och um Niveau vun der Programmation.

Et kann ee sech also nëmme freeën an et kann ee sech vläicht froen: Firwat elo eréischt? Mä loosse mer net an d'Vergangenheet goen! Loosse mer einfach haut en neit Blat ëmdréien an hoffen, datt, wéi gesot, déi Fusioun, dat Zesummeschaffe vun elo un deenen zwee méi bréngt!

Ech wëilt awer hei vun dëser Geleeënheet och nach profitéieren, fir drop hinzeweisen, datt, fir datt mer haut kënnen driwwer ofstëmmen, do ganz vill Viraarbecht geleescht ginn ass. A well ech selwer Member vum Conseil d'administration vum OPL sinn, kann ech dat natierlech direkt apprécieren.

Ech sinn et am Numm vun der Stad Lëtzebuerg - wëll ech soen -, et geet hei net ëm perséinlech Interéiten, mä ech verrieden hei d'Intérète vun der Stad Lëtzebuerg, well d'Stad Lëtzebuerg, wéi d'Madame Mergen et jo och scho gesot huet, zënter laange Joren e substantielle Subsid och fir den OPL gëtt an - esou wéi ech et an der Kommissioun gesot hunn, wëll ech dat och hei nach ënnersträichen - och där neier Institution gewëllt ass, dee Subsid natierlech weider ze ginn.

Ech konnt also do ermiesen, wéi vill Aarbecht hei geleescht ginn ass vun deem Comité d'accompagnement, fir datt mer haut esou wäit sinn an datt den 30. Juni scho konnt déi Convention collective ofgeschloss ginn. Wierklech e ganz grouss Merci deenen, déi do an deem Comité d'accompagnement matgeholl hunn, dat hei op d'Been ze bréngen.

Ech géif der Madame Minister och un d'Häerz leeën, och - an ech schwätzen hei elo wierklech net a mengem perséinlechen Numm -, deene Membere vun deenen zwee Conseil d'administratiounen, déi och elo iwwer laang Jore ganz vill sech hierginn hunn, fir déi zwou Institutione gutt a flott op d'Been ze stellen, fir deenen och Merci ze soen. Well an Zukunft ass et jo nëmmen nach een, an aus deenen enge sinn der forcément eng Rei derbäi, déi net méi derbäi sinn. Eh ben, ech mengen, mir alleguer kënnen hinnen awer Merci soen, an ech sinn och sécher, datt d'Madame Minister dat mécht.

Et ginn hei nei Perspektiven op, nei Perspektive fir déi zwee. Dee Projet de loi ass och am Fong am Sënn vun der Simplification administrative, well, wann ee bedenkt, datt virdrun den Orchester..., et gëtt jo déi zwou Institutionen, datt jo eben zu deem allgeréissten Deel, zu der ganz, ganz grousser Majoritéit déi finanziell Méiglechkeeten, déi hinnen zur Verfügung stinn, vum Stat kommen, vun der öffentlecher Hand kommen. Virdrun, wéi et nach zwou getrennten Entitéite waren, du war et dann esou, datt déi eng Entitéit där anerer Entitéit zum Beispill Loyer bezuelt huet, fir kënnen de Sall ze benotzen. Mä ech mengen, an Zukunft gëtt dat méi einfach, méi iwwersichtlech.

Mä den Engagement vum Stat, dat heescht vun der öffentlecher Hand, deen ass grouss. Ech huelen nëmmen déi Zifferen vun deem leschten, also vun dësem Joer, wou ronn 19 Milliounen fir déi zwou Entitéite virgesi waren. An d'lescht Joer, also 2010, waren et der 19,4. Fir d'nächst Joer sinn am Budget 20,8 Milliounen virgesi fir déi zwou zesummen.

Et geet also net onbedéngt elo hei drëm, fir gewaltig ze spueren, oder et ass op alle Fall net den Trend no ënnen, deen een hei an de Chiffere gesäit. Mä d'Madame Minister erkläert eis ganz bestëmmt, wou dat do hierkënn a wéi eben déi Opdeelung vun de Méiglechkeete geduecht ass.

Et ass effektiv esou, datt de Moment den OPL, sou wéi en als getrennt Struktur funktionéiert, méi e groussen Deel nach vun öffentlecher Ënnerstützung krut. An Zukunft gëtt dat zesummegechoen. An ech kann hei natierlech nëmme wënschen, datt och an Zukunft awer

bei der Programmation vum OPL eben zesumme mat der Programmation vun der Philharmonie, datt do déi beschtméiglech Koordinatioun ka kommen, fir deem engen an deem aneren, wéi gesot, déi beschtméiglech Chancen ze ginn.

Mir bleift et nëmmen nach iwwreg, där neier Struktur eng ganz glécklech Hand ze wënschen, fir, wéi gesot, deenen zwou Institutionen zesummen en neien Ufank ze ginn an, wéi gesot, lech, Madame Minister, eng glécklech Hand an der Zesummesetzung vun deem neie Conseil d'administration.

An natierlech bréngen ech den Accord vun der Demokratescher Partei.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Polfer. Als nächste Riedner ass den Här Marc Angel agedroen. Här Angel, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Marc Angel (LSAP).** - Merci, Här President. Madame Minister, léif Kolleeginnen a Kolleegen, d'Rapporteuse, d'Dokter Martine Mergen, eis Presidentin vun der Kulturkommissioun, huet jo an hirem gudde mëndleche Rapport an och am schrëftleche Rapport schonn op vill Detailer vun dësem Projet higewisen. Och meng Vriednerin, d'Madame Polfer, huet wichteg Punkten ervirgestrach. Duerfir wëll ech hei net an d'Detailer goen an e puer Saachen ervirsträichen.

D'Madame Mergen huet gesot, dass ee ka gutt Aarbecht a kuerzer Zäit maachen. De Projet ass am November déposéiert ginn. Mir stëmmen en elo of, mä et ass vill Viraarbecht gemaach ginn. An ech wollt e bëssen un déi erënnern. Ech wollt drun erënnern, dass eis Kommissioun, d'Kulturkommissioun, säit zwee Joer agebonne war an dat Zesummebréngen vun deenen zwou Institutionen.

Dat ass ugaangen den 2. August 2010. Am Summer hate mer eng Réunion mat der Kulturministesch, wou se eis iwwert d'Zukunft vun deenen zwou Strukturen geschwat huet, wou se eis déi Etüd vun den auslänneschen Experten erkläert huet, déi véier Modeller, déi do erauskomm sinn, an och eis all Dokumenter ginn huet, esou dass mer vun Ufank u beschteens informéiert waren.

Ech wollt der Madame Minister am Fong Merci soen. Ech fannen, Dir hutt dat Zesummespill vun all deenen Acteuren do wierklech gutt traitéiert. D'Gesetz, iwwert dat mer haut ofstëmmen, war, mengen ech, laang a gutt duerchduecht an och préparéiert. An och dee Kalenner - dat ass nämlech wichteg -, deen Der eis den 2. August 2010 ginn hutt, ech mengen, deen ass parfaitement respektéiert ginn.

Dee Groupe d'accompagnement, dee paritétesch besat war vu Memberen aus den zwee Conseil d'administratiounen a pilotéiert ginn ass vum Här Naske, mengen ech, huet an där Iwwergangszäit eng exzellent Aarbecht gemaach. An et huet mech och gefreet, dass déi ganz Aarbecht ëmmer am Dialog - an dat war, mengen ech, ganz wichteg - mat de Personalvertreeder gemaach ginn ass, well soss hätt een net kënnen den 20. Juni 2011 dee wichtigste Schrëtt am Fong an deem Mariage hei - dat war dee Kollektivvertrag -, soss hätt een deen net esou gutt iwwert d'Bühn kritt.

Den 20. Juni ass also dee Kollektivvertrag ënnerschriwwen ginn. Véier Deeg drop, Madame Minister, waart Dir bei eis an der Kommissioun an hutt eis, wéi gesot, iwwert d'Fortschrëtt vun deenen Négociatiounen informéiert. Du krute mer de Projet, wéi gesot, den 11. November an d'Kommissioun.

An d'Madame Mergen huet et schonn ugeschwat, do war ee Bémol, dee mer haten an där ganzer Geschicht. Dat war eben déi Geschicht mam Numm, obscho mam Intitulé elo vum Projet de loi, do sinn déi zwou Institutione genannt, mä am Artikel 1, wou et ëm den Numm geet vum Etablissement public, do geet eben nëmme Rieds iwwer eng „Salle de concerts“. Mir hu fonnt, de Problem ass, et ass jo méi wéi eng Salle de concerts. Et ass e Gebai. Et ass d'Philharmonie, e Gebai mat vill Inhalt, mat vill Programmation, mat vill Liewen. An et ass en Orchester mat 98 Musekerinnen a Museker.

Ech fannen, den Numm gëtt dat net gerecht zrëck. Mä dat ass eng Formsach. An ech mengen - am Volleksmond -, mir wäerte wederhi vun der Philharmonie Grande-Duchesse Joséphine-Charlotte schwätzen a vun dem OPL. Ech mengen, dat ass am Fong eng Formsach. Dofir si mer dann och iwwert deen Detail do ewechgaangen, well eben den Inhalt vum Pro-





jet awer wierklech gutt ass an en eben déi Synergien erlaabt, souwuel um ekonomesche wéi um artistesche Plang. Well ech mengen, dat ass wichteg, grad déi Synergien um artistesche Plang ervirzeesträichen.

Ech mengen, et däreft an Zukunft kee Mënsch méi iergendengem de Virwurf maachen, dass Philharmonie an OPL - an Orchester - géife laanschtenee schaffen. Ech mengen, et ass elo e Mateneeschaffen ugesot. Déi Période de transition, déi ënnert dem Här Naske pilotéiert ginn ass, dat war am Fong eng Verlobungszäit. A mir sinn elo bei enger Vernunftede. An ech sinn iwwerzeegt, dass aus där Vernunftede och eng Liebesede gëtt.

## (Interruption)

Dat ass op jidde Fall de Wonsch vun all deenen, déi hei un deem Projet matgeschafft hunn.

De Wonsch vun alle Concernéierten ass et, och vum artistesche Point de vue aus, wéi gesot, déi nei Opportunitéiten um Niveau vun der Planificatioun ze gebrauchen, fir souwuel - an ech widderhuelen dat - d'Programmation vun der Philharmonie, mä och d'Programmation vun der Orchester ze optimiséieren.

Wat den Orchester ubelaangt, ass et fir eis Fraktion enorm wichteg, dass dee weiderhin op engem ganz, ganz héijen Niveau den Ambassadeur culturel vun eisem Land am Ausland bleift, dass e weiderhin a vläicht nach méi wéi elo kann am Ausland a prestigiësen Haiser a prestigiëse Stied optrieden.

Eng kleng Remarque och zum neie Verwaltungsrot. D'Artikelen 3 a 4 vun dësem Projet de loi explizéiere jo, wéi deen zesummegeesat gëtt. Ech wollt just drun erënneren, dass mer geschéier an der Commission de l'Égalité des chances Rieds haten iwwert d'Zesummestellung vu Verwaltungsréit an der Privatindustrie an och beim Stat, wat d'Établissement-publicen ubelaangt.

An do hu mer als Stat e bëssen eng Bringeschuld, well mir hunn, wat d'Égalitéit vun de Genren ugeet... An der Besetzung vun dem Verwaltungsrot si mer anscheinend nach méi schlecht wéi d'Privatwirtschaft. Ech fannen, dofir misst een oder Dir sollt deen Aspekt och berücksichtigen, well d'Ministesch vun der Chancéglichheet huet jo gesot, wann dat net besser gëtt hei zu Lëtzebuerg, da géif se an zwee Joer e Projet de loi virbréngen. Dat war eng Remarque zum Verwaltungsrot.

Ech wollt awer och nach soen, dass deen neien Établissement public, also dat Zesummespill vun deenen zwou Institutionen, e ganz wichtige Facteur och ass fir de Kulturtourismus hei zu Lëtzebuerg. An och Kulturtourismus ass jo e Punkt, deen an der Regierungserklärung vun 2009 och ervirgestrach ginn ass.

Eng lescht Remarque ass de Problem, deen ech och ëmmer an der Kommissioun ugeschwat hunn, deen elo net mat der Fusioon vun deenen zwee Haiser ze dinn huet, mä awer mat der Philharmonie ze dinn huet. Et ass déi Geschicht vun eiser Billetterie nationale. D'Philharmonie war ni an där Billetterie nationale dran. Ech muss awer soen, dass d'Philharmonie ëmmer e kleng Contingent vu Plazen un déi Billetterie nationale weiderginn huet.

Mir hunn awer aner Kultur... Och d'Coque war ni do dran. An et mécht mer Suergen, mir hunn eng Billetterie nationale: d'Rockhal ass net méi dran, Neumünster ass net méi dran - se heescht nach ëmmer „Billetterie nationale“. Dëst ass, mengen ech, e waarmt Eisen. An esou wéi ech lech kennen, Madame Minister, hutt Dir keng Angscht, och dat Eisen unzepaken. Ech wënschen lech beim Ausschaffe vun enger Soloutioun an där doter Geschicht, mengen ech, esou eng gutt Hand, wéi Der et hei gewisen hutt beim Zesummeleee vum OPL a vun der Philharmonie.

Déi 98 Museker vum Orchester, wann déi optrieden, da mussen se zesummespillen, well soss komme keng schéi Melodien eraus. An ech mengen, dat kënne se gutt, an dofir si mir och iwwerzeegt, dass dat neit Zesummespill zwëschen Philharmonie an OPL gutt wäert ginn an dass dobäi keng falsch Téin erauskomme wäerten.

Heimadder soen ech lech Merci fir d'Nolauschteren an ech ginn och den Accord vun der LSAP-Fraktion.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Angel. An als nächste Riedner ass den Här Adam agedroen. Här Adam, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Merci, Här President. Ech hu meng Auer hei am A, okay. Ech wëll fir d'Éischt der Madame Mergen Merci soe fir hiren ausféierleche mëndlechen a schrëftleche Rapport. Si ass och op den Historique - grad wéi déi Virriedner, virun allem d'Madame Polfer -, si ass op den Historique vun deenen zwou Entitéiten agaangen. An et ass och ganz vill iwwert déi positiv Aspekter gesot ginn, déi déi Fusioon hei vu Philharmonie an OPL bréngt.

Mir sinn als Gréng och der Meenung, dass et wichteg ass, dass mer déi Fusioon hei kréien, well mir haten, wéi 2005 d'Philharmonie hir Dieren opgemaach huet, eigentlech Philharmonie an OPL an eng Situatioun vu Konkurrenz gesat. Mir haten et mat zwou verschiddenen Entitéiten ze dinn. Dat huet am Fong geholl, eiser Meenung no, den OPL heiansdo och an eng schwieereg Situatioun bruecht, well mer an der Philharmonie - an den Erfolleg huet der Direktioun vun der Philharmonie Recht ginn -, mä do hu mer wierklech d'ganz Welt op Lëtzebuerg bruecht. A mir hunn am Fong geholl eng Éducation gemaach - wann zu Lëtzebuerg net méi New York oder London oder Wien um Programm stoung, dann hate mer Schwieeregkeeten, d'Leit ze bewegen, an de Concert ze kommen.

Duerfir menge mer, dass et wierklech eng Gewinnsituatioun ass, dass mer déi zwee Institute hei zesummebréngen. Déi Synergien, déi an der Natur vun der Saach leien - ech denken un de Beräich Kommunikatioun, ech denken un de Beräich Marketing, natierlech och, wat d'Käschten ugeet vun deenen zwou Entitéiten, wat d'Effizienz an d'Expertise ugeet -, déi kennen hei genotzt ginn, dass ass an eisen Aen eng absolut Noutwendegkeet. Mir mengen, dass den OPL vun där Situatioun hei wäert profitéieren. Et ass jo och haut esou, dass een en Austausch huet: Wann een en Orchester vum Ausland op Lëtzebuerg hält an et ass deselwechten, dee Chef ass, da kann och vläicht am Géigesteck den OPL an d'Ausland méi einfach Zougang kréien.

Mir mengen also, den OPL gëtt gestärkt, an dat net op d'Käschte vun der Philharmonie, mä neen, dat si Synergien, déi si ganz gutt. Et ass och schonn hei oft gesot ginn - ech maachen dat dann och kuerz -, et ass e grouse Verdéngscht, deen un den Här Naske geet. Natierlech och eng wichteg Roll huet gespillt de stellvertretende Generaldirekter, de Stefan Rosu, an och déi kënschtleresch Direktioun an de Chefdirigent Emmanuel Krivine hunn eng wichteg Roll gespillt. Mä ech hu mäi Brecht gelies: Et waren net nëmmen déi Leit un der Spëtzt, mä effektiv hunn allegueren d'Memberen, déi an der Philharmonie schaffen an déi dann do och viru schaffen - also 98 Leit si jo am Orchester, 65 sinn an anere Posten -, déi hunn och alleguer matgespillt, an ech hunn och d'Gefill, wéi wann do deen een oder anere bereet gewiescht wier, perséinlech Interessen zrëckzestiechen, fir eben där ganzer Struktur hei eng Stärkung ze ginn.

Mir hunn och - d'Madame Polfer huet d'Zuel och nach gesot - 20,8 Milliounen am Budget fir 2012 stoen. Mir erkennen also net, dass mer wëlle spueren, mä mir wëllen déi Suen, déi mer asetzen, méi effizient notzen. Dat ass och gutt! Den Här Naske huet nach haut an engem Interview an der Zeitung als Iwwerschrëft stoe gehat: „Wir werden alle davon profitieren!“, a mir sinn och iwwerzeegt dovun, dass souwuel OPL wéi Philharmonie vun där Fusioon hei profitéieren wäerten.

Allerdéngs, an dat ass eng Fro, déi een eben och um Rand awer muss uschwätzen: Wéi gesäit et da fir déi aner Kulturträger aus? Wann ee seet, mir hunn 20,8 Milliounen fir déi Entitéit hei, déi mer jo elo nach gestärkt hunn, déi nach méi schlagkräfteg ass, dann ass et natierlech och berechtigt ze froen: Ma wéi gesäit et dann um regionale Plang aus? Wéi gesäit et mat de regionale Kulturhaiser aus?

An da maachen ech nach ganz kuerz eng Reklamm an eegener Saach: Ech hat hei den 8. Juni 2010 eng Motioun déposéiert, wou mer sollen eis Gedanke maachen iwwert d'Entwécklung am kulturelle Raum, dann eben och vun deenen anere Kulturhaiser, am Schiet souzese vum der Philharmonie. Ech si frou, dass déi Motioun elo opgetaucht ass an der Kulturkommissioun, dass mer se do wäerten diskutéieren an dass se dann eventuell och nach eng Keier hei an der Chamber diskutéiert gëtt.

► **Une voix.** - Très bien!

► **M. Claude Adam (déi gréng).** - Ech bréngen den Accord vun der grénger Partei fir dëse Projet de loi an ech soen lech Merci fir Är Opmierksamkeet.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci dem Här Claude Adam. Als nächsten a leschte Riedner ass den Här Fernand Kartheiser agedroen. Här Kartheiser, Dir hutt d'Wuert.

► **M. Fernand Kartheiser (ADR).** - Villmools Merci, Här President. Als Allereréischte och en härezeche Merci un de Rapporteur, d'Madame Mergen, fir e ganz gudden an ausféierleche Rapport. Mir soe bei dëser Geleeënheet emol fir d'Éischt e grouse Merci a mir schwätzen eis Unerkennung aus un den Orchester an un de Sall fir déi wonnerbar Aarbecht, déi se an deene leschte Jore gemaach hunn, a mir wënschen hinnen en neien Elan an och, duerch déi Synergien, déi se elo kréien, eng ganz gutt Zukunft am kulturelle Beräich am Interessé vun hinne selwer, awer och vun eisem ganze Land.

Dräi Kommentare wëllt ech maachen. Dat Éischt ass iwwert den Numm: Mir hätten eis och gewënscht, dass mer vun enger „Philharmonie du Luxembourg“ kéinte schwätzen an dass mer déi zwee Nimm, dee vun der Groussherzogin an dee vun der Dirigent, vum éischten Dirigent, an de Säll hätte kënne perpétuieren. Dat wär sécher e gudder Geste gewiescht, et ass aus Zäitgrënn net gaangen, dorobber kommen ech dann nach eng Keier zrëck.

Eng zweet Bemierkung ass d'Ambitioun. Dir hutt elo Méiglechkeete kritt, an ech géif wierklech déi nei Infrastruktur encouragéieren, an den Ambitiounen net zrëckzeschrauwen, mä au contraire ze kucken, ob de Repertoire, deen elo gespillt gëtt, nach kann ausgebaut ginn iwwert de Wee och eventuell vu méi Pulter fir den Orchester. Dat ass eng Saach, déi ee muss kucken, ob et mat geléinte Museker geet, ob iwwerhaapt de Besoin besteet, mä ech wëllt et hei awer prinzipiell soen, dass eng Erhéijung vun der Pulter iwwert d'Zäit vum Orchester net sollt ausgeschloss ginn.

Eng drëtt Bemierkung - ech soen dat, well den Här Angel déi Fro opgeworf huet - ass déi vun der Kompositioun vum Verwaltungsrot. Loosst lech net beandroen, Madame Minister an all déi aner, vu Quotendiskussiounen. Sicht lech Leit eraus, déi kompetent sinn, fir där neier Infrastruktur...

## (Interruptions diverses)

...déi beschtméiglech Chancen ze ginn. Sicht no Kompetenz onofhängeg vu Geschlecht, Hautfaarf, Alter, soss geet et lech wéi der däitscher SPD. Dat ass eng Organisatioun, déi den Här Angel vläicht gutt kennt, déi haten ugefaange mat enger Fraequot, elo hu se nach zousätzlech eng Quot fir Leit aus der Immigration, a mir froen eis schonn, wou an zéng Joer déi nächst Quot kënnt. Wien an där Logik ufängt, dee kënnt herno net méi eraus.

Dann nach eng lescht Bemierkung: Wéi den Här Juncker hei geschwat huet, virun e puer Minutten, huet e gesot - hie muss et wëssen -, et géif vill Méiglechkeete ginn, fir e Parlament ze beleedegen. E war awer ganz modeste, hien huet gesot, hie selwer géif keng dovun kennen. Mä et ass awer eng Fro vu Respekt virun engem Parlament, fir e Projet de loi - an och virum Conseil d'État, net nëmme Respekt virun der Chamber, mä och virum Conseil d'État -, fir e Gesetz an enger Zäitrumm ze presentéieren, fir dass dee legislative Prozess kann an Uerdnung an an deem normalen Zäitoflaf stattfannen, sou dass all Prozesser richtig kënne gemaach ginn.

An och, wann d'Chamber nach wëllt Amende-menter maachen, wann dat hire Wonsch da gewiescht wär, wéi zum Beispill an der Fro vum Numm, dass dann net gesot gëtt: Dat kënne mer elo net maachen, well den 1. Januar 2012 muss dat a Kraaft trieden. D'Schold dobäi läit bei deenen, déi dee Projet de loi ze spéit presentéiert hunn. Et ass also hei alt erëm eng Keier e Fall, wou mer feststellen, dass de Respekt virum Parlament an de Respekt och virum Statsrot net genuch garantéiert war.

Dat gesot, nach eng Keier eis allerbeschte Wënsch fir déi nei Infrastruktur a villmools Merci fir d'Nolauschteren.

► **M. le Président.** - Merci dem Här Kartheiser. Elo kritt d'Wuert d'Madame Kulturminister Octavie Modert.

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Merci, Här President, Merci, Dir Dammen an Dir Hären, fir Är Bemierkungen an Encouragement, déi, mengen ech, all deenen, déi bedeelegt sinn un dësem Projet hei, ganz gutt doen an hinne ganz vill Zouversicht ginn, fir déi flott nei Erausforderungen kënne unzegoen. Ganz besonnesch Merci och der Madame Rapportrice fir hir konstruktiv Aarbecht an hire ganz gudder Rapport. Merci fir Är eenhelleg Zoustëmmung. Mat dësem Gesetz kënne mer nämlech elo d'Schafung vun enger neier a gemeinsamer Basis vun zwee vun de grouse Kulturbotschaftere vu Lëtzebuerg maachen.

Dir Dammen an Dir Hären, et war och 1996 e grouse Moment, wéi deen heitegen OPL definitiv vun der öffentlecher Hand iwwerholl gi war an eist Land dann och souzeseen en öffentlechen Orchester hat, sou wéi et an allen anere Länner, souguer einfach a grouse Stied

de Fall ass. Haut ass et nach méi en historesche Moment a bal weltwäit eenzegaarteg, wou zwou Strukturen an eng iwwergefouert ginn, mam Zoudoen a Matschaffe vun alle Betreffen an ouni Sträit, geschweige da Streik, mam Zil fir méi Qualitéit a méi Synergien.

Jo, et ass schonn eng aussergewöhnlech an eenzegaarteg Operatioun, aus e puer Ursachen. Intern gesinn: Hei gëtt et net een oder méi Gewënner an een oder méi Verlëierer, hei gëtt et just Gewënner. Keen huet brauchen ze fäerten, dass e säi Gesicht verlëiere géif oder misst. Et ass am grouse Respekt vun alle Bedeelegte gehandelt a verhandelt ginn. Hei gëtt och an Zukunft souwuel dem OPL wéi der Philharmonie hir eege jeeeweileg kulturell a musikalesch Identitéit respektéiert a gewahrt.

Am Land gesinn: Mir hunn elo d'Instrumenter - am duebele Sënn vum Wuert souzeseen - geschaf an an der Hand, fir an eisem Land vun de ville Museksadepten - well mir hunn hei vill Museksliebhaber sougutt wéi vill Leit, déi Musek aktiv maachen, ob am Bénévolat oder als Beruff - nei Weeër ze goen an nach méi Méiglechkeete bidden ze kënnen, fir entweder Musek auszeüben a sech ze professionaliséieren oder awer fir héchste Museksgeoss ze kréien. Mir kënnen an eisem klengen Land un deem beschten internationale Musekschmaus deelhuelen. Fir déi immens Chance ze hunn, muss ee soss a Milliounestied liewe goen oder dohinner reesen.

An um internationale Plang ass dat hei aussergewöhnlech a gëtt eis eng grouse Opmierksamkeet, well haut fäert Leit dacks an der Welt ëm hir Plazen, och an der Kultur. Mä hei zu Lëtzebuerg huet d'Politik geschafft, fir dës Aarbechtsplazen (veuillez lire: Aarbechtsplazen an der Kultur) ze sécheren an ze retten, gepaart mat der Ufuerderung vun héijer Qualitéit a beschem Niveau wäit iwwert d'Grenzen eraus.

D'Tragweid vun dësem Gesetz ass also kulturell a geet gläichzäiteg wäit doriwwer eraus; si ass och ekonomesch a geet gläichzäiteg wäit iwwert dat Ekonomescht eraus.

Dëst Gesetz ass aus kulturpolitescher Siicht vu grousser Bedeitung. Et ass e Projet, deen nei Weeër am kulturellen Encadrement (veuillez lire: Encadrement a Management) ageschloen huet. Et ass eng Strukturreform. Eng Strukturreform, wéi se der jo soss esou dacks gefuerdert ginn, och wann op déi hei d'Opmierksamkeet vläicht manner staark ass, wéi wann et an anere Secteure geschitt wär.

Et ass e Projet an eng Operatioun, déi an den internationale Kreesser, besonnesch an der europäescher Kultur, eisem Land grouse Respekt abréngen, well se gesinn an unerkennen, dass mir hei am Land e kulturelle Projet hunn an der Kultur Perspektive ginn, och a Krisenzäiten, wou an anere Länner d'Kulturträger einfach de Buedem ënnert de Féiss riskéieren ewechgezunn ze kréien. Si gesinn am Ausland, dass mir net just eng Bankenavenue ouni Häerz a Séil sinn, an esou e Projet wéi dësen deet dem internationalen Image an Usinn vun eisem Land also ganz gutt, grad a besonnesch a Krisenzäiten!

Domadder etabléiert Lëtzebuerg sech och als e kulturellen a kreativen Hub an Europa a kann domadder Aarbechtsplazen ofsécheren plus nei Aarbechtsplaz schaffen, och a Beräicher, déi indirekt mat der Kultur zesummenhängen.

Virun allem awer ass et e Projet, deen dem Orchester nei Perspektive gëtt, fir säi Bekanntheetsgrad a säi musikaleschen Niveau a seng Effizienz nach ze steigern. Genau do ass och dëst Virhaben nämlech ugaange gewiescht. Virun déck zwee Joer hunn ech do ugesat, an déi Ufuerderunge si vun de Museker gedeelt ginn. Dës Verbesserung wäeren net ouni eng Reorganisatioun gaangen.

► **M. le Président.** - Ech géif lech bieden nolauschteren, wann ech gelift!

► **Mme Octavie Modert, Ministre de la Culture.** - Dës Verbesserung wäeren net ouni eng Reorganisatioun gaangen. D'Integratioun vun den zwee Haiser Philharmonie an OPL huet e Paradigmewissel méiglech gemaach, a mat hirem international reputéierte Chefdirigent Emmanuel Krivine hu mir dofir all déi richteg Trëmp an der Hand. D'Leeschtung, de Bekanntheetsgrad an d'Unerkennung vun der Philharmonie an der ganzer Welt, déi de Matthias Naske esou wonnerbar a ganz séier mat der Philharmonie hikirrit huet, complétéieren natierlech dës Trëmp. An d'kreativ Kraaft vum OPL, dee sech haut schonn net ze verstoppe brauch, ass selwer de Garant dofir, dass déi och vun him gewënschte Steigerung effektiv wäert ginn.

Elo grad huet de Statsminister gesot, dass wat deen ee mécht, huet Auswierkungen op deen aneren, wat deen een ënnerléisst oder positiv mécht, huet och Auswierkungen op deen aneren. Jo, wann den OPL en nach besseren Niveau huet, dann ass dat extrem positiv fir





d'Philharmonie wann den Orchester, deen do en résidence ass, mathält mat de Gaaschtorchestern, déi dohinner op Tournee kommen. An, jo, wann d'Philharmonie attraktiv ass fir déi beschten Orchesteren an Dirigente vun der Welt, da kënnen déi och hiren Interessi fir den OPL entdecken an hir berühmten Nimm mat dem OPL associéieren, zum Beispill iwwer Gaascht-dirigenten. A souwisou: D'Konzentratioun vun de Kräfte ass gutt an engem klengen Land, an engem klengen Maart.

Den OPL huet scho laang virun 1995 als Radio an als RTL-Orchester eng grouss Roll am kulturelle Liewe vum Land gespillt gehat, a vill Leit sinn iwwer hien erugefouert ginn u klassesch Musek, wéi d'Madame Rapporteur et scho gesot hat. Esou sinn e puer Generatiounen vun him geprägt ginn; an dat soll kënnen weider esou bleiwen, och wa mer haut méi Ensembles a grouss Diversitéit an deem Beräich hunn. A vun 2005 un huet sécherlech d'Philharmonie gradesou eng prägnant Roll gespillt am Bewusstsein vun dem Publikum an zum Wuel vun der klassischer Musek.

Mir maachen hei aus zwee Haiser (veuillez lire: aus zwou verschiddenen Entitéiten) eng eenzeg juristisch Struktur. An der Praxis ännert dat fir de Meloman net vill, ausser um Niveau vun de Prestatiounen an der Qualitéit. Um Niveau vum Numm wäert et ëmmer den OPL an d'Philharmonie bleiwen, sou wéi ech dat schonn ervirgstrach hat. Et gëtt an der Praxis eng Generaldirektioun, mä zwou Andeelungen an zwee jeeweileg zoustänneg kompetent Leit, souwuel fir den Orchester wéi fir de Concertsbetrieb.

Eng transversal Integratioun vun den zwee Haiser am neien Organigramm an allen administrativen Beräicher, mä och an der Programmation, an e bessert Aneneegräife wäerten och an der Praxis de Fall sinn, gradesou wéi eng optimiséiert Koordinatioun, Kommunikatioun, an am Beräich vum Marketing natierlech och eng geännert Disponibilitéit, fir Concerten ze spillen, a méi villfältig Formatiounen vum Orchester a selbstverständlech en neie Kollektivvertrag, deen dann och elo mat dem Stëmme vun deem Gesetz a mat der Ënnerstëtzung vun Ärer Chamber sécher ass, fir den 1. Januar 2012 a Kraaft trieden ze kënnen an also och Existenz ofzeséieren.

Schliesslech eng besser kënschtlerech Planung, gemeinsam Projeteen a virun allem eng nei Motivatioun an eng verstärkten Dynamik. An och nach méi Effizienz, optimiséiert Ressourcennutzung an duerch Synergien och Spuereffekter. Intim verbonnen, mä awer mat eegenen Identitéiten sinn elo déi zwou bis elo eng vun där anerer onofhängeg Strukturen, a mat där neier juristischer Konstruktioun, déi mer elo haut hei ofseene wäerten, weise souguer d'Ausrichtungen dann dee Moment vun deem zwee Haiser, datt Lëtzebuerg nei Weeër - an zwar säin eegene Wee - goe kann. Mir hunn hei eigentlech elo bal nees en neie Lëtzeburger Modell agefouert.

Dir Dammen an Dir Hären, et ass nach eng Kéier d'Affär vum Numm ugeschwat ginn. Ech mengen, den Numm fënnt sech gemeinsam am Titel vun deem Gesetz erëm. Mir dierfen och hei keng falsch Diskussioun lasstrieden. Firwat verkomplizéieren? Ech kéint mer éischter virstellen, datt een zum Beispill e Präis géif schafen, deem een den Numm vun engem Henri Pensis géif ginn, zum Beispill fir Nowuessmuseker. Dat géif ech vill besser fanne wéi eppes, wat am Sproochgebrauch am Fong geholl souwisou net weider gebraucht a benotzt gëtt.

Dir Dammen an Dir Hären, den Erfolleg huet heiansdo vill Mammen a Pappen. Wann ech héieren, wou elo iwwerall gesot gëtt, déi Leit oder si oder hien hätte schonn ëmmer gemengt, et sollt alles an enger Hand sinn - mä et war awer ni! -, also allerspéitstens da sinn ech bestätegt, datt meng Entscheidung déi richteg war, fir déi zwou Entitéiten zu enger eenzeger juristischer Struktur zesummenzeféieren.

Déi zwee international Experten hate jo véier Modeller virgeluecht. Ech hunn do dee radikalste Wee gewielt gehat. Ech konnt e bis hannenhinner goen, well ech d'Leit mat u Bord kritt hunn a well de Groupe d'accompagnement eng formidabel Aarbecht gemaach huet ënnert der Leedung vum Matthias Naske a well d'Museker op de Wee matgaange sinn, fir mat Verbesserungen och hir Zukunft, och am musikkaleschen Beräich, nach ze steigern.

Merci also all deenen, déi hei matgeholfen hunn. Un éischer Plaz, wéi gesot, d'Museker an d'Personal, de Groupe d'accompagnement ënnert dem Matthias Naske, d'Direktiounen vun deenen zwee Haiser an d'Verwaltungsreit ënner hire Presidente Jean Hoss an Damien Wigny souwéi de Chefdirigent Emmanuel Krivine. Ech wëll nach eemol déi konstruktiv Haltung vun alle Bedeelegten an hiert Matschaffen ënnersträichen. Merci och der Kulturkommission vun der Chamber fir hir Mataarbecht an hiert Zoudoen.

Mir hunn elo aus zwee eent gemaach fir déi beschtméiglech Integratioun. Zwee Museksbetreiber, déi ënner engem Dach liewen, sollen net nëmmen niewenteneen existéieren, mä matenee liewen a funktionéieren. A wann et vläicht am Ufank eng Vernunftge war, da sinn ech awer sécher, datt dat sech entwéckele wäert zu enger ganz grousser Zouneigung a Léift, well och haut ass et absolut keng Exklusiv, mä ass et schonn e groussen inklusive Betrieb.

A schliesslech an endlech geet et jo just ëm eppes, ëm d'Musek an d'Kultur an ëm d'Freed, fir dem Publikum seng Musek méi no ze bréngen, ëm d'Freed, fir dem Publikum Freed ze maachen a fir dem Publikum Musek spillen ze kënnen. Ech si ganz zouversichtlech iwwer e gutt Zesammespill ouni Disharmonien an eng ganz gutt Zukunft fir eis nei Struktur.

Merci fir Är Ënnerstëtzung an deem Beräich.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - Merci der Madame Ministesch. Domadder ass d'Diskussioun ofgeschloss, a mir kommen elo zur Ofstëmmung iwwert de Projet de loi.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänt un. Fir d'Éischt déi perséinlech Stëmmen. De Vote par procuration. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6362 ass ugehall mat 59 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Mme Christine Doerner (par M. Marcel Oberweis), MM. Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Norbert Hauptert (par Mme Nancy Arendt), Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Robert Weber (par M. Lucien Clement), Lucien Weiler (par M. Marc Spautz), Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

MM. Marc Angel, Alex Bodry (par M. Ben Scheuer), Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Mme Lydie Err (par Mme Claudia Dall'Agnol), MM. Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Lucien Lux (par M. Roger Negri), Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Mme Anne Brasseur (par M. Xavier Bettel), MM. Fernand Etgen, Paul Helming (par M. Carlo Wagner), Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch (par Mme Viviane Loschetter), Félix Braz, Camille Gira, Henri Kox (par M. Félix Braz), Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Et ass also esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6207, e Protokoll zu enger Benelux-Konventioun iwwert d'Propriété intellectuelle. Et sief drop higewisen, datt laut Artikel 114 vun eiser Verfassung eng qualifizéiert Majoritéit vun zwee Drëttel vun de Stëmmen erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass. D'Riedezäit ass nom Basismodell festgeluecht. Et hu sech weider keng Riedner ageschriwwen. D'Wuert huet elo d'Rapportrice vum Projet de loi, déi honorabel Madame Lydia Mutsch.

## 8. 6207 - Projet de loi portant modification de la loi portant approbation du Protocole portant modification de la Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle (marques et dessins ou modèles), fait à Bruxelles, le 22 juillet 2010

**Rapport de la Commission de l'Économie, du Commerce extérieur et de l'Économie solidaire**

► **Mme Lydia Mutsch** (LSAP), rapportrice.- Merci, Här President. Den Objet vun deem Projet ass et, fir e Protokoll vum 22. Juli 2010 ze approvieren, deen d'Convention Benelux en matière de propriété intellectuelle am Beräich vu Marken, Zeechnungen a Modeller op verschidde Punkten ëmännert.

Zënter de spéide 60er, uganks 70er Jore ginn d'Marken, dat heescht d'Nimm an d'Logoe vu Produiten a Servicern, Zeechnungen a Modeller, déi de visuellen Aspekt vun engem Produit betreffen, an de Benelux-Länner op eng an déiselwecht Manéier geschützt. Dat geschitt

duerch een eenzeggen Dépôt vun enger neier Mark oder enger Zeechnung, engem Modell beim „Bureau Benelux des Marques“ respektiv beim Benelux-Büro „des Dessins ou Modèles“, déi allen zwee hire Sëtz zu La Haye an Holland hunn.

Den 1. September 2006 huet eng Konventioun d'Benelux-Gesetz ersat an eng nei gesetzlech Basis geschaaft. Des Weideren huet d'Konventioun deenen zwee Benelux-Büroen en neien eenheetlechen Numm ginn: „Office Benelux de la Propriété intellectuelle“. Dësen Office ass déi offiziell Instanz an de Benelux-Länner, fir Marken, Zeechnungen a Modeller ze enregistreieren. Donieft bitt den Office och den „i-DEPOT“ un, also déi elektronesch Méiglechkeet, fir d'Existenz vun Iddien, Konzepter, Kreatiounen a Prototypen ze actéieren.

Laut dem Rapport d'activité 2010 vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle goufen am Joer 2010 iwwer 22.000 Marken déposiert, ronn 1.150 Modeller an iwwer 4.500 i-Dépôts gemaach. Et ass also schonn eppes mat enger gewässer Envergure. Dës Zuelen ënnersträichen also d'Bedeutung vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle op eng beandrockend Aart a Weis.

De Protokoll, dee mir elo haut de Mëtteg approvieren, passt d'Konventioun un d'Besoin vum den Dépositanten an der Administratioun un, déi sech iwwert déi lescht Jore erausgeschient hunn. Ausserdeem gëtt versicht, dee ganze System ze vereinfachen an un den technologesche Fortschritt unzupassen. Ech wëll elo am Résumé - dat wäert schnell goen - d'Haaptännerungen, déi de Protokoll virgesäit, virstellen.

Éischtens, de Regëster vun de Mandataires agréés gëtt net realiséiert. Wéisou net realiséiert? Majo, d'Schafung vun esou engem Regëster war, nodeems laang doriwwer diskutiert gouf, bei der leschter Modifikatioun vun de Benelux-Gesetz zréckbehalde ginn. Dese Regëster ass awer ni a Kraaft getrueden, well d'Accessibilitéit an d'Pérennitéit vum Regëster iwwerhaupt net zefriddestellend waren an och net garantéiert konnte ginn. De Conseil d'administration huet dunn decidéiert, fir esou e Regëster net ze realisieren an de Benelux-Regierungen dann och proposéiert, fir déi betreffen Dispositiounen an der Konventioun ze sträichen. Dat ass dann och heimadder geschitt.

Zweetens, de Service i-DEPOT gëtt an der Konventioun verankert. De Service i-DEPOT gëtt schonn zënter 1998 ugebueden; duerch de Protokoll gëtt en also elo och an der Konventioun fest verankert. Den i-DEPOT ass e Beweismittel an héileft, potenziell Konflikter am Beräich vun den Urheberrechter ze évitéieren, well do gëtt et e ganz grousst Konfliktpotenzial. Wann zum Beispill eng Iddi oder e Prototyp nach net genuch ausgeräit ass, fir elo schonn e Brevet ze kréien, da kann een awer scho via i-DEPOT actéiere loossen, dass een den Auteur vun där Iddi oder vun deem Prototyp ass, an da kann am Fong näischt méi geschéien.

An drëtts, d'Konditiounen, wat d'Publikatioun vum Règlement d'exécution betrëfft, ginn opgelockert. De Conseil d'administration vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle ass zoustänneg, fir de Règlement d'exécution ze etabléieren. Eventuell Ännerungen um Règlement trieden awer eréischt a Kraaft, wa se an de Journaux officiels vun den dräi Benelux-Länner publizéiert goufen.

Et huet sech erausgestallt, dass dat oft ze laang dauert an dass d'Utilisateuren dräi verschidde Publikatiounen musse konsultéieren, fir erauszefannen, ob a wéini Ännerungen dann iwwerhaupt en vigueur sinn. Dat ass zimlech opwändig an net gutt retraçabel. Dofir hunn d'Regierungen decidéiert, dass et an Zukunft duergeet, dass de Generaldirekter vum Office Benelux de la Propriété intellectuelle d'Ännerungen vum Règlement d'exécution um Internetsite veröffentlecht, fir a Kraaft ze trieden. D'Benelux-Länner publizéiere weiderhin d'Modifikatiounen an hirem Journal officiel, mä dës Publikatioun conditionnéiert awer net méi hir Mise en vigueur oder hir Entrée en vigueur.

An deem Kontext freet sech d'Chambre de Commerce an hirem Avis, ob et duergeet, de Règlement d'exécution um Internetsite ze veröffentlechen, fir iwwerhaupt eng Rechtsgültigkeit ze hunn.

Well de Stat op dës Manéier Attributiounen, déi him per Verfassung zoustinn, un eng international Institutioun oftrëtt, fuerdert de Statsrot a sengem Avis, dass de Projet de loi geméiss dem Artikel 114 zweeten Alinéa vun eiser Verfassung, also mat enger Majoritéit qualifiée - wat mer dann och haut maachen - adoptéiert muss ginn. D'Ékonomieskommission huet sech dem Statsrot op deem Punkt ralléiert.

Doriwwer eraus mengt de Statsrot, dass d'Veröffentlechung vum Règlement d'exécution am Mémorial via Arrêté grand-ducal kéint ge-

schéien. Well esou Modifikatiounen awer meeschtens direkt am Mémorial publizéiert ginn, ouni Détour vun engem Arrêté grand-ducal, huet d'Ékonomieskommission decidéiert, dës Recommandatioun vum Statsrot net unzehuelen, zemools well et och net am Sënn vu méi enger grousser Simplification administrative wier, déi mir natierlech all ustriewen.

Dir Dammen an Dir Hären, léif Kolleegen, Dir hutt et scho gemierkt, dës ass e Projet de loi mat Ëmsetzungsprotokoll, dee Sënn mécht. Et ass e Projet de loi, deen de Realitéiten um Terrain Rechnung dréit an deen dofir och d'Zoustëmmung vun eiser ganzer Fraktioun fonnt huet.

Merci.

► **Plusieurs voix.** - Très bien!

► **M. le Président.** - An ech soen der Madame Rapportrice Merci fir hire ganz detailléierte Rapport. Ech mengen, et wär alles gesot, et ass kee Riedner méi, deen d'Wuert freet. Da kéime mer direkt zur Ofstëmmung. Ech wëll hei nach eng Kéier drun erënneren, datt eng Majoritéit vun zwee Drëttel erfuerdert ass an de Vote par procuration net erlaabt ass.

**Vote sur l'ensemble du projet de loi et dispense du second vote constitutionnel**

D'Ofstëmme fänt un. De Vote ass ofgeschloss.

De Projet de loi 6207 ass ugehall mat 49 Jo-Stëmmen.

Ont voté oui: Mmes Diane Adehm, Sylvie Andrich-Duval, Nancy Arendt, MM. Fernand Boden, Lucien Clement, Emile Eicher, Félix Eischen, Mme Marie-Josée Frank, MM. Léon Gloden, Ali Kaes, Marc Lies, Mme Martine Mergen, MM. Paul-Henri Meyers, Laurent Mosar, Marcel Oberweis, Gilles Roth, Jean-Paul Schaaf, Mme Tessy Scholtes, MM. Marc Spautz, Raymond Weydert, Serge Wilmes et Michel Wolter;

M. Marc Angel, Mme Claudia Dall'Agnol, M. Fernand Diederich, Ben Fayot, Claude Haagen, Jean-Pierre Klein, Mme Lydia Mutsch, MM. Roger Negri, Ben Scheuer et Mme Vera Spautz;

MM. André Bauler, Eugène Berger, Xavier Bettel, Fernand Etgen, Claude Meisch, Mme Lydie Polfer et M. Carlo Wagner;

MM. Claude Adam, François Bausch, Félix Braz, Camille Gira, Mmes Josée Lorsché et Viviane Loschetter;

MM. Jean Colombero, Gast Gibéryen, Jacques-Yves Henckes et Fernand Kartheiser.

Gëtt d'Chamber d'Dispens vum zweete Vote constitutionnel?

(Assentiment)

Dann ass dat esou decidéiert.

Da komme mer elo zum Projet de loi 6307, eng Ofännerung vum Gesetz iwwert den Enseignement fondamental. D'Riedezäit ass hei nom Modell 1 festgeluecht. Et hu sech bis elo ageschriwwen: déi Hären Eicher, Bauler, Adam a Kartheiser. D'Wuert huet elo de Rapporteur vum Projet de loi, den honorabelen Här Fernand Diederich. Här Diederich, Dir hutt d'Wuert.

## 9. 6307 - Projet de loi modifiant et complétant l'article 76 de la loi du 6 février 2009 portant organisation de l'enseignement fondamental

**Rapport de la Commission de l'Éducation nationale, de la Formation professionnelle et des Sports**

► **M. Fernand Diederich** (LSAP), rapporteur.- Här President, Dir Dammen an Dir Hären, duerch d'Schoulgesetz vum 6. Februar 2009 ass d'Leierpersonal vum Enseignement fondamental eleng ënnert d'Autoritéit vum Stat gestallt ginn, vertrueden duerch de Ministère vun der Éducation nationale; während säit dem Schoulgesetz vum 1912 d'Autoritéit deelweis beim Stat, deelweis bei der Gemeng louch.

D'Leierinnen an d'Schoulmeeschtere ginn also vum Ministère genannt, genau sou wéi d'Memberen aus der Réserve des suppléants an déi zäitweileg Remplaçanten, an duerno an déi verschidde Gemengen affectéiert, dës am Respekt vum Contingent vun den Unterrichtsstonnen, wéi deenen am Artikel 38 vum Gesetz vum 2009 festgeluecht ass. Säit dem 15. September 2009 sinn d'Gemengen net méi berechtigt, neit Leierpersonal anzustellen.

Den Artikel 76 vum Gesetz vum 6. Februar 2009 iwwert d'Organisatioun vun der Grondschoul huet als Objet, d'Opdeelung vun de Personalkäschten tëschent dem Stat an de Ge-